

Albanie : les tensions internes encouragent les investisseurs étrangers et la population à partir

Description

Depuis février 2019, des manifestations antigouvernementales sont régulièrement organisées à Tirana par les opposants au Premier ministre Edi Rama. Ces actions s'achèvent fréquemment dans la violence. Le 1^{er} juin, les forces de l'ordre ont une nouvelle fois fait usage de la force, lorsque les manifestants ont tenté de forcer les barrages pour accéder au Parlement.

Dans ce contexte, les investisseurs étrangers, notamment les entreprises européennes, poursuivent leur désengagement, un phénomène enclenché en 2018, année au cours de laquelle 141 entreprises ont cessé leur activité dans ce pays. Cette tendance générale commence à inquiéter, alors que 4 000 entreprises, essentiellement concentrées à Tirana et Durrës, sont contrôlées par des partenaires (principalement italiens et grecs), dont le siège est situé au sein de l'UE.

De nombreux emplois sont ainsi directement menacés dans ces localités et l'ombre d'une nouvelle vague migratoire se profile, selon certains médias locaux. En effet, alors que l'Europe occidentale connaît depuis quelques années une importante migration de population rom en situation de précarité, originaire principalement de Tirana ou de Durrës et privée de son activité traditionnelle de collecte de déchets ménagers, le contexte actuel conduit d'autres franges de la société civile albanaise à envisager un départ temporaire ou durable à l'étranger. Les pays d'accueil traditionnels (Allemagne, Belgique, Italie) pourraient être les premiers ciblés par ce mouvement. De nombreux ressortissants albanais pourraient également choisir de tenter leur chance en France. Actuellement, l'Hexagone est la destination de membres de la communauté rom albanaise : des familles déboutées du droit d'asile ou expulsées tentent régulièrement leur chance dans diverses métropoles françaises comme Metz, Strasbourg (où un campement accueillant des migrants albanais a été démantelé le 15 mai dernier) ou encore Lyon. D'autres communes, plus au Sud, pourraient être envisagées par un mouvement nouveau.

Sources : *Gazeta, Gazeta Mapo, AFP, DNA, DW, CNews.*

date créée

08/06/2019

Champs de Meta

Auteur-article : Stéphane Altasserre